

## **En Italie, le référendum perdu de Giorgia Meloni**

*di Allan Kaval*

Au terme d'une campagne tendue, le projet de réforme de la magistrature a été rejeté par 53,7 % des voix

Giorgia Meloni se trouvait face à un défi politique capital ; les Italiens lui ont infligé un revers cuisant. Lundi 23 mars, les opposants à la réforme de la magistrature voulue par le gouvernement de cette dirigeante de droite radicale venue de la famille néofasciste ont remporté une nette victoire à l'issue d'un référendum constitutionnel décisif pour la suite de la législature, marquée jusqu'ici par son exceptionnelle stabilité. Le non a rassemblé 53,7 % des voix dans le contexte d'une participation élevée de près de 60 %, supérieure de neuf points à celle qui a prévalu lors du dernier scrutin similaire, organisé en 2020.

La stratégie de stigmatisation à outrance des magistrats, suivie par la majorité pour promouvoir la réforme, présentée notamment comme devant mettre fin à l'emprise des « juges rouges » sur la vie démocratique, n'a pas permis de remporter la victoire. En face, le camp du non a voulu prendre la défense d'une culture républicaine jugée menacée par la pratique illibérale du pouvoir de Giorgia Meloni.

Le contexte international, lourd de menaces, était aussi défavorable à la cheffe du gouvernement, remettant en question le positionnement d'une présidente du conseil qui avait, contre une opinion hostile jusque dans son propre parti, fait le choix de l'alignement sur l'administration Trump. Enfin, à quelques jours du scrutin, les révélations de presse sur les connexions mafieuses, personnelles comme commerciales, entretenues avec des représentants de la Mafia calabraise par le sous-secrétaire d'Etat à la justice, Andrea Delmastro Delle Vedove, n'ont pas joué en faveur du camp du oui.

« *Les Italiens ont décidé. Et nous respectons cette décision. Nous avancerons, comme nous l'avons toujours fait, avec responsabilité, détermination et respect* », a déclaré Giorgia Meloni une fois sa défaite avérée, dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, le mode de communication favori d'une responsable politique qui ne fait pas mystère de son aversion pour le travail des journalistes.

Elly Schlein, secrétaire du Parti démocratique (PD, centre gauche), la principale formation de l'opposition, s'est félicitée d'un résultat reflétant, selon elle, l'existence d'une « *majorité alternative au gouvernement* ». Elle a annoncé vouloir œuvrer à la consolider avec les forces « *progressistes* ». Elle s'est dite prête à participer à une primaire de l'opposition, voulue par Giuseppe Conte, le chef de file du Mouvement 5 étoiles (M5S).

La victoire aurait permis à Giorgia Meloni de mener à bien au moins l'une des trois grandes réformes sur lesquelles sa coalition a gagné les élections en 2022, un texte sur l'autonomie des régions et un autre sur le renforcement des pouvoirs de l'exécutif ayant déjà échoué à se matérialiser.

### **Le choix de la polarisation**

La vie politique italienne fait les frais du choix clairement manifesté, à la fin de l'été, par Giorgia Meloni, de la polarisation et de la violence rhétorique. Son discours hostile à la magistrature, lié à la défense du projet de réforme, alimentait un positionnement illibéral toujours plus marqué. Ainsi, parce qu'ils mettaient en évidence les zones d'ombre juridiques d'un projet moribond, mais toujours dispendieux de camps de détention pour étrangers en situation irrégulière en Albanie, les juges étaient accusés par la première ministre d'empêcher le gouvernement de gouverner.

Dans un contexte de remise en question des contre-pouvoirs, les magistrats étaient soupçonnés de complaisance vis-à-vis de l'immigration clandestine et accusés par le ministre de la justice d'appartenir à une organisation « *paramafieuse* » : le Conseil supérieur de la magistrature. Dans le même temps, l'exécutif menait une politique sécuritaire censée protéger de ces mêmes « *juges rouges* » des forces de l'ordre. Plusieurs agents ont été plus tard inquiétés dans des cas de violences – dont l'un

arrêté pour un règlement de comptes mortel dans une affaire de deal – et de vols, révélés début 2025.

Si la cheffe de cabinet du ministre de la justice a assimilé les magistrats à un « *peloton d'exécution* » dont il conviendrait de se débarrasser, Giorgia Meloni est allée jusqu'à dire que la victoire du non mettrait des pédocriminels et des personnes violentes en liberté. Du texte de la réforme, donc, il a peu été question. Ses dispositions, techniques et difficiles à défendre avec passion, impliquaient la séparation des carrières entre procureurs et juges. Elle prévoyait aussi une refonte de la gouvernance d'une magistrature organisée en courants politiques.

Si cette politisation de la magistrature fait débat en Italie, notamment lorsque des élus se retrouvent au cœur d'enquêtes judiciaires, les Italiens sont aussi préoccupés par la lenteur des procédures, que la réforme ne prenait pas en compte. Mais la victoire du non n'est pas celle des partis politiques, selon la politiste Daniela Chironi, enseignante à l'École normale supérieure de Florence. « *Le non, dit-elle, l'a remporté par la mobilisation d'un mouvement venu d'en bas, avec des comités impliquant des citoyens, des magistrats, des enseignants, des artistes qui ont porté le débat dans des écoles, des universités, des théâtres et cela, en dehors de l'autorité des partis.* »

De fait, une forme d'opposition hors partis s'est peu à peu fait jour. D'abord, discrètement, contre un projet de pont jugé pharaonique sur le détroit de Messine, puis, surtout, avec l'émergence d'un mouvement de solidarité avec les Palestiniens, qui a entraîné des centaines de milliers de personnes dans des manifestations organisées sur tout le territoire à la fin de l'été, rassemblant la gauche et le monde catholique progressiste.

### **Une certaine Italie visée**

Des lieux culturels et militants liés à l'histoire de la gauche italienne ont également été visés par le gouvernement, déclenchant des mouvements de protestation contre la politique sécuritaire de l'exécutif. De mois en mois, de rassemblement en rassemblement, une certaine Italie, constamment prise pour cible par Giorgia Meloni alors qu'elle était presque invisible, a redécouvert les manifestations, en même temps qu'une vieille culture républicaine sortait de son sommeil. Rien n'assure, à ce stade,

que cette partie de l'opinion puisse être captée de manière ordonnée par les partis d'une opposition dont les courants les plus centristes, faisant primer la lettre du texte juridique sur la nature du contexte politique, s'étaient déclarés en faveur du oui. De son côté, Giorgia Meloni a des marges de manœuvre serrées, entre les effets attendus de l'incertitude géopolitique et un bilan économique étiquette, au-delà de la discipline budgétaire et d'une image de dirigeante forte qui a su convaincre les marchés, mais se trouve aujourd'hui entamée. « *Comme à la veille de son arrivée au pouvoir en 2022, l'avenir de Giorgia Meloni dépend d'abord des divisions de ses adversaires. Il faut voir si l'opposition pourra capitaliser sur ce résultat* », explique Lorenzo Castellani, politiste et enseignant à l'université Luiss-Guido-Carli, à Rome.

Pour le chercheur, la présidente du conseil doit en priorité faire voter une réforme propre à exploiter la carte électorale, défavorable au Sud, au profit de son camp. Mais elle devra aussi tenir la bride courte à des alliés de coalition qui risquent de vouloir faire entendre leur propre partition à l'approche des élections législatives de 2027. Quelle que soit la suite, le premier et long chapitre de la législature qui a porté Giorgia Meloni au pouvoir en 2022 est désormais clos.